

D 861 AMÉRIQUE CENTRALE: LE DISCOURS DE REAGAN

La politique du gouvernement nord-américain vis-à-vis de l'Amérique centrale est élaborée au niveau du Conseil national de sécurité (cf. DIAL D 855). Mais le président Reagan a besoin de l'approbation du Congrès (Chambre des représentants et Sénat) pour la mettre en oeuvre au plan financier et militaire. Pour dramatiser la situation, le président des Etats-Unis a, le 27 avril 1983, convoqué en séance extraordinaire les deux chambres du Congrès afin de leur exposer le point de vue gouvernemental sur les enjeux centro-américains.

On lira ci-dessous le texte de son intervention.

La réponse du Congrès n'a pas été unanime, et le président Reagan a bien du mal pour obtenir les autorisations de crédits qu'il sollicite, à destination d'El Salvador principalement.

Note DIAL

DISCOURS DU PRÉSIDENT REAGAN

AU CONGRÈS REUNI EN ASSEMBLÉE CONJOINTE EXTRAORDINAIRE

(Intertitres du New York Times)

A plusieurs reprises dans le passé, les membres du Congrès et le président se sont déjà réunis ensemble pour résoudre une crise. J'ai demandé cette réunion dans l'espoir d'éviter une nouvelle crise.

On aurait du mal à trouver de nombreux Nord-américains qui ne soient pas au courant de ce qui est en jeu au Moyen-Orient, dans le Golfe persique, ou dans l'alliance de l'OTAN qui sépare le monde libre du bloc communiste. On pourrait en dire autant de l'Asie. Mais en dépit ou peut-être à cause du torrent d'histoires portant sur des pays comme le Nicaragua et El Salvador et à cause aussi, c'est évident, d'une certaine propagande concertée, nombre d'entre nous ont du mal à croire que nous courons des risques avec les problèmes concernant ces pays. Pour beaucoup, l'Amérique centrale qui se situe bien au-delà du Mexique, ne saurait en aucune façon menacer notre bien-être.

C'est la raison pour laquelle j'ai demandé cette session. Les problèmes de l'Amérique centrale affectent directement la sécurité et le bien-être de notre peuple. L'Amérique centrale est beaucoup plus proche des Etats-Unis que ne le sont d'autres foyers de tension dans le monde qui nous concernent. Si nous travaillons au rétablissement de notre économie, nous ne pouvons pas perdre de vue nos voisins du sud. El Salvador est plus proche du Texas que le Texas du Massachusetts. Le Nicaragua est aussi près de Miami, San Antonio, San Diego et Tucson que ces villes de Washington, où nous sommes réunis ce soir.

(Importance stratégique)

Mais l'importance stratégique de l'Amérique centrale ne tient pas seulement à sa proximité. Ses côtes sont baignées par les eaux des Caraïbes, notre principale voie d'accès au monde extérieur. Les deux tiers de tout notre commerce extérieur et du pétrole traversent le canal de Panama et les Caraïbes. En cas de crise en Europe, au moins la moitié du matériel que nous enverrions à l'OTAN traverserait ces régions par mer. Il est bon de rappeler qu'au début de 1942, une poignée de sous-marins d'Hitler coulèrent plus de tonnage dans ces mers que dans tout l'Océan atlantique. Et ceci sans aucune base navale dans la zone.

Aujourd'hui la situation est différente. Il existe à Cuba une brigade soviétique de combat, une base pouvant recevoir des sous-marins soviétiques et des bases militaires aériennes visitées régulièrement par des avions de combat soviétiques.

A cause de son importance, le Bassin des Caraïbes est un aimant pour l'aventurisme. Nous connaissons tous le cas des avions libyens qui étaient censés transporter des médicaments au Nicaragua et qui ont atterri il y a quelques jours au Brésil pour se ravitailler en combustible. Les autorités brésiliennes ont découvert que ces médicaments n'étaient autres que du matériel militaire et l'ont confisqué. Vous vous rappellerez peut-être que le mois dernier, j'ai montré devant les caméras de la télévision nationale une photographie aérienne d'un aéroport en construction dans l'île de Grenade. Si cet aéroport avait été terminé, ces avions s'y seraient ravitaillés et auraient pu achever leur voyage. Si les nazis pendant la seconde guerre mondiale et les Soviétiques aujourd'hui se sont rendu compte que les Caraïbes et l'Amérique centrale sont vitales pour nos intérêts, serions-nous les seuls à l'ignorer?

(Défense américaine de la région)

Depuis plusieurs années et sous deux gouvernements, les Etats-Unis ont renforcé leur défense de la liberté dans le Bassin des Caraïbes. Je peux vous assurer ce soir que la démocratie a commencé à s'installer en El Salvador qui, il y a peu, ne connaissait que la dictature. Le nouveau gouvernement est en train de tenir ses promesses de démocratie, de réformes et d'élections libres. La tâche n'a pas été facile, car il a été répondu à bien des tentatives de réforme par l'assassinat des réformateurs. Les bandes de guérilleros et les terroristes des villes ont été présentés par la propagande mondiale comme des combattants de la liberté, et les véritables représentants du peuple. Dix jours avant mon accession à la présidence, les guérilleros ont lancé ce qu'ils ont appelé l'offensive finale pour renverser le gouvernement et ils ont proclamé sur les ondes que notre nouvelle administration ne pourrait plus les empêcher de triompher. Les faits leur ont montré qu'il n'est pas facile de vaincre la démocratie. Le président Carter n'a pas hésité. Il a autorisé l'envoi d'armes et de matériel de guerre à El Salvador et c'est l'offensive des guérilleros qui a échoué, non la volonté des Etats-Unis. Depuis que ce pays a accepté ces responsabilités mondiales, chacun de ses présidents a été conscient qu'il ne les assumerait que sur la base d'une politique extérieure bipartite.

(Progrès en El Salvador)

Comme je viens de le dire le gouvernement d'El Salvador a tenu ses promesses. Des milliers de fermiers sont ainsi devenus propriétaires dans le

cadre du programme de réforme agraire. En un peu moins de trois ans, 20 % des terres cultivables d'El Salvador ont été distribuées entre plus de 450.000 personnes, c'est-à-dire qu'un Salvadorien sur dix a bénéficié directement de ce programme.

El Salvador s'efforce d'instaurer l'ordre et la démocratie. Le gouvernement a promis des élections libres. Le 28 mars, il y a un peu plus d'un an, après une campagne électorale de plusieurs mois à laquelle ont participé une grande variété de candidats, le peuple salvadorien a eu l'occasion de voter, d'élire le gouvernement qu'il voulait. On s'est tout à coup rendu compte de ce qu'étaient réellement ces prétendus combattants de la liberté: une petite minorité qui veut le pouvoir pour elle et ses partisans, et non la démocratie pour le peuple. Les guérilleros ont menacé de mort tous ceux qui voteraient; ils ont détruit des centaines d'autobus et de camions pour empêcher la population de se rendre aux bureaux de vote. La consigne était brutale: "Qui vote aujourd'hui meurt ce soir". Mais le jour des élections, un pourcentage sans précédent de 80 % d'électeurs a bravé les embuscades et les fusils et a parcouru bien souvent des kilomètres pour voter pour la liberté. Voilà ce que c'est que se battre pour la liberté. Nous ne pourrons jamais leur tourner le dos!

(Femmes blessées)

Des membres de ce Congrès qui se sont rendus sur les lieux comme observateurs m'ont raconté qu'une femme blessée par balle au moment où elle se dirigeait vers les urnes refusa d'abandonner le groupe et de se laisser soigner avant d'avoir voté. Une autre femme avait été prévenue par la guérilla qu'elle serait assassinée lorsqu'elle rentrerait de voter. Elle répliqua aux guérilleros: "vous pouvez me tuer, vous pouvez tuer ma famille, vous pouvez tuer mes voisins, mais vous ne pouvez pas tous nous tuer". Les véritables combattants pour la liberté d'El Salvador se trouvent être les habitants de ce pays, jeunes, vieux, entre deux-âges, soit plus d'un million de personnes sur un peu moins de cinq millions. Le monde doit respecter ce courage et ne pas permettre qu'il soit minimisé ou oublié. Je le dis une fois de plus et en toute conscience: jamais nous ne pourrons leur tourner le dos!

Les fractions et partis politiques démocratiques d'El Salvador se regroupent autour d'un objectif commun: trouver une solution politique aux problèmes de leur pays. De nouvelles élections nationales auront lieu cette année et elles seront ouvertes à tous les partis politiques. Le gouvernement a invité les guérilleros à participer aux élections et il rédige une loi d'amnistie. Le peuple d'El Salvador est en train de conquérir sa liberté et il mérite que nous la protégeons par un soutien moral et matériel.

(Problèmes en suspens)

Il subsiste, il est vrai, des problèmes importants en ce qui concerne les droits de l'homme, le système judiciaire criminel, la violence contre les non combattants. El Salvador doit également faire face, comme le reste de l'Amérique centrale, à de sérieux problèmes économiques. Mais à la récession et à la chute des prix des principaux produits agricoles d'exportation, s'ajoute le fait que l'économie d'El Salvador est délibérément sabotée. Aujourd'hui, à la suite des attaques sauvages de la guérilla, une grande partie des terres fertiles sont inaptées aux cultures; plus de la moitié du matériel ferroviaire est hors d'usage; les ponts, les adductions d'eau, les installations électriques et téléphoniques ont été détruits et endommagés. On a dénombré en 22 mois 5000 coupures de courant. Une région a même été privée

d'électricité pendant le tiers de l'année. Je crois que le secrétaire d'Etat Schultz a correctement décrit la situation il y a quelques jours: "Incapables d'obtenir la libre adhésion du peuple salvadorien, les guérilleros le privent délibérément et systématiquement d'aliments, d'eau, de moyens de transport, d'électricité, d'installations sanitaires et d'emplois. Ce sont ces gens-là qui prétendent vouloir aider la population". Ils ne veulent pas d'électricité parce qu'ils savent qu'ils seraient battus. Mais comme les élections précédentes l'ont bien montré, l'aspiration du peuple salvadorien à la démocratie ne sera pas déçue.

Les guérilleros ne sont pas des paysans sur le pied de guerre armés de fusils. Ce sont des professionnels, parfois mieux armés et entraînés que les soldats du gouvernement. Les bataillons salvadoriens que les Etats-Unis ont entraînés se sont bien comportés sur le champ de bataille et avec la population civile. Mais, jusqu'à présent, les fonds que nous avons accordés suffisent à peine à entraîner un soldat salvadorien sur dix, soit un chiffre inférieur à celui des guérilleros entraînés par Cuba et par le Nicaragua.

(Record au Nicaragua)

Permettez-moi de parler du Nicaragua, un pays voisin d'El Salvador. En 1979, lorsque le nouveau gouvernement a pris le pouvoir au Nicaragua à la suite d'une révolution qui avait renversé le gouvernement autoritaire de Somoza, tout le monde comptait sur un renforcement de la démocratie. Nous y comptions aussi aux Etats-Unis. En janvier 1981 les secours d'urgence et l'aide à la reconstruction accordés au Nicaragua s'élevaient à 118 millions de dollars, soit plus que ce qui avait été fourni par tout autre pays développé. En réalité, au cours des deux premières années du gouvernement sandiniste, les Etats-Unis ont envoyé au Nicaragua, directement ou indirectement, une aide cinq fois plus importante qu'au cours des deux années avant la révolution. Comment douter de la générosité et de la bonne foi du peuple américain?

Ces actions ne pouvaient pas passer pour celles d'une nation nourrissant une hostilité implacable vis-à-vis du Nicaragua. Le gouvernement du Nicaragua nous a néanmoins traités en ennemis. Il a rejeté nos efforts répétés en faveur de la paix. Il a trahi ses engagements envers nous, envers l'Organisation des Etats Américains et, ce qui est plus grave, envers le peuple du Nicaragua. Immédiatement après la victoire, une petite clique a privé d'autres secteurs qui avaient aussi participé à la révolution, de toute participation au gouvernement. Humberto Ortega, ministre de la Défense, déclara que le marxisme-léninisme serait son guide et c'est vrai.

(Les efforts de la révolution)

Le gouvernement du Nicaragua a imposé une nouvelle dictature. Il a refusé d'organiser les élections promises. Il a pris le contrôle de la majorité des médias et impose à tous une censure de fer. Il a refusé aux évêques et aux prêtres de l'Eglise catholique romaine le droit de célébrer des messes à la radio pendant la Semaine sainte. Il s'est moqué du pape et l'a insulté. Il a chassé les Indiens Miskitos de leur terre natale, détruit leurs villages et leurs cultures; il les a concentrés de force dans des camps éloignés de leur terre. Il a agi contre le secteur privé et les syndicats libres. Il a couvert l'action de la populace contre la commission indépendante des droits de l'homme au Nicaragua et a contraint à l'exil le directeur de cette commission.

Bref, après tous ces actes de répression du gouvernement, qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'une opposition ait surgi? Contrairement à ce qu'en dit la propagande, les opposants des sandinistes ne sont pas des défenseurs enragés du régime somoziste. Beaucoup sont en réalité des héros antisomozistes qui ont lutté aux côtés des sandinistes pour renverser le gouvernement de Somoza. Ils se voient aujourd'hui refuser toute participation au nouveau gouvernement parce qu'ils voulaient une démocratie véritable pour le Nicaragua. Et ils la veulent toujours. Les Indiens Miskitos se battent pour leurs foyers, leurs terres et leurs vies. La révolution sandiniste au Nicaragua n'a fait que remplacer un gouvernement autocratique par un autre. Le peuple est toujours privé de libertés, de droits démocratiques et connaît une misère encore plus grande. Pire que ses prédécesseurs, ce gouvernement aide Cuba et les Soviétiques à déstabiliser notre hémisphère.

(Le contraste d'El Salvador)

Entre temps, le gouvernement d'El Salvador qui fait tout son possible pour garantir la démocratie, les syndicats libres, la liberté de culte et de presse est attaqué par des guérilleros professant la philosophie qui prévaut au Nicaragua, à Cuba et, évidemment, en Union Soviétique. La violence a été la principale exportation du Nicaragua dans le monde. C'est de la part du gouvernement non élu du Nicaragua le comble de l'hypocrisie que de nous accuser de vouloir le renverser alors qu'il fait lui-même tout ce qui est à sa portée pour renverser le gouvernement élu d'El Salvador. Les attaques des guérilleros sont dirigées depuis une caserne générale de Managua, capitale du Nicaragua.

En ce qui concerne l'attitude des Etats-Unis envers le gouvernement du Nicaragua, nous tenons à être clairs: nous ne voulons pas le renverser. Notre intérêt consiste à faire que l'infection ne se propage pas à ses voisins par le biais de l'exportation de la subversion et de la violence. Notre but, conforme au droit américain et international, est d'endiguer le flux d'armes à destination d'El Salvador, du Honduras, du Guatemala et du Costa Rica. Nous avons essayé d'engager le dialogue avec le gouvernement du Nicaragua, mais celui-ci persiste dans ses efforts pour étendre la violence. Nous ne devons pas - et nous ne voulons pas - protéger le Nicaragua de la colère de son propre peuple. Mais nous sommes tenus d'offrir une alternative par la voie diplomatique. Tandis que le Nicaragua fait ses choix, nous pouvons et nous voulons protéger, avec toutes les ressources de la diplomatie, chacun des pays d'Amérique centrale du danger de guerre.

(Reconstruction du Nicaragua)

Même le Costa Rica, la plus ancienne et la plus forte des démocraties d'Amérique centrale, un gouvernement si pacifique qu'il n'a même pas d'armée, fait l'objet d'intimidations et de menaces de la part des dictateurs du Nicaragua. Les voisins du Nicaragua savent que les promesses des sandinistes - paix, non alignement et non ingérence - n'ont pas été tenues. 36 nouvelles bases militaires ont été construites, alors que du temps de Somoza, il n'y en avait que 13. La nouvelle armée du Nicaragua compte 25.000 soldats, appuyés par une milice de 50.000 hommes. C'est la plus grande armée d'Amérique centrale et elle reçoit l'aide de 2000 conseillers militaires et de sécurité cubains. Elle dispose des armes les plus modernes, de dizaines de tanks soviétiques, de 800 camions soviétiques, de mortiers soviétiques de 152 mm, de 100 canons antiaériens, d'avions et d'hélicoptères. Il y a au Nicaragua des milliers de conseillers civils envoyés par Cuba, l'Union sovié-

tique, l'Allemagne de l'Est, la Libye et l'OLP. Et on s'en prend à nous parce que nous avons 55 instructeurs militaires en El Salvador.

L'objectif des mouvements de guérilleros professionnels d'Amérique centrale est aussi simple que sinistre: déstabiliser toute la région depuis le Canal de Panama jusqu'au Mexique. Si vous en doutez, voyez donc ce qu'en disait Cayetano Carpio, le leader décédé de la guérilla salvadorienne, au début du mois. Carpio a dit qu'après la chute d'El Salvador, El Salvador et le Nicaragua "avanceraient au coude à coude dans la lutte pour la libération totale de l'Amérique centrale".

(Pas de menaces à l'adresse du Nicaragua)

La junte dictatoriale du Nicaragua, qui a fait la guerre et conquis le pouvoir à partir des bases installées au Honduras et au Costa Rica, veut faire croire aujourd'hui qu'elle est attaquée par des forces basées au Honduras. En réalité, c'est le gouvernement du Nicaragua qui menace le Honduras, et pas le contraire. C'est le Nicaragua qui a stationné des tanks lourds à proximité de la frontière et c'est le Nicaragua qui parle de guerre. C'est la radio nicaraguayenne qui a annoncé le 8 avril la création d'une nouvelle junte unifiée révolutionnaire de coordination pour fomenter la lutte marxiste au Honduras. Le Nicaragua se sert d'armes et de ressources militaires fournies par le bloc communiste pour réprimer son propre peuple; il refuse de faire la paix et patronne une guerre de guérilla contre El Salvador.

Les paroles prononcées par le président Truman en 1947 au cours d'une autre session conjointe du Congrès n'ont rien perdu de leur actualité: "En ce moment de l'histoire mondiale, presque toutes les nations sont appelées à choisir entre deux alternatives de modes de vie. Souvent, le choix n'est pas libre. Il y a le mode de vie basé sur la volonté de la majorité et caractérisé par des institutions libres, des gouvernements représentatifs, des élections libres, la garantie des libertés individuelles, la liberté d'expression et de culte, la disparition de la répression politique. Le second mode de vie est basé sur la volonté d'une minorité imposée par la force à une majorité. Il repose sur la terreur et la répression, sur le contrôle de la presse et de la radio, sur les élections frauduleuses et la suppression des libertés individuelles. Je crois que la politique des Etats Unis doit consister à soutenir les peuples libres qui résistent à l'assujettissement que tentent de leur imposer des minorités armées ou des pressions extérieures. Je crois que nous devons aider les peuples libres à forger leur propre destinée, selon leur propre voie. Je crois que notre aide doit être fondamentalement une aide économique et financière, indispensable à la stabilité économique et à l'ordre politique. Il serait désastreux, non seulement pour eux mais pour le monde entier, que leurs institutions libres s'effondrent et qu'ils perdent leur indépendance. Le découragement et peut-être même l'échec deviendraient rapidement le lot des peuples voïns qui luttent pour conserver leur liberté et leur indépendance".

(La même alternative aujourd'hui)

Les pays d'Amérique centrale sont plus petits que les nations qui ont inspiré ce message du président Truman. Mais les enjeux politiques et stratégiques sont les mêmes. Notre réponse économique, sociale et militaire sera-t-elle moins appropriée et efficace que les solutions audacieuses données par M. Truman aux problèmes de l'Europe de l'après-guerre?

Il y en a qui ont oublié les succès de ces années-là et les décennies de paix, de prospérité et de liberté qu'ils ont garanties. Il y en a qui

parlent comme si les Etats-Unis étaient incapables d'agir efficacement sur la scène internationale sans risquer une guerre ou porter préjudice à ceux qu'ils veulent aider. Nos démocraties doivent-elles rester passives tandis que s'accumulent les menaces contre leur sécurité et leur prospérité? Devons-nous accepter la déstabilisation de toute une région le long de notre frontière sud, du Canal de Panama au Mexique? Devons-nous rester indifférents à l'intégration des nations indépendantes de cet hémisphère dans l'empire le plus agressif qu'ait connu le monde moderne? Devons-nous attendre que les Centro-américains soient expulsés de leurs foyers, comme plus d'un million de personnes qui ont cherché refuge hors de l'Afghanistan, un million et demi qui ont quitté l'Indochine ou plus d'un million de Cubains qui ont fui l'utopie caraïbe de Castro? Devons-nous, par défaillance, ne laisser au peuple salvadorien d'autre solution que la fuite, un nouvel exode tragique?

(Le défi)

Je ne peux pas croire qu'il existe au Congrès ou dans le pays une majorité en faveur de la passivité, de la résignation ou du défaitisme face au défi de la liberté et à la sécurité de notre hémisphère. Je ne peux pas croire qu'il existe une majorité au Congrès ou dans le pays disposée à ne rien faire tandis que les peuples d'Amérique centrale sont livrés au totalitarisme et que nous devenons vulnérables à de nouveaux dangers. Il y a moins d'une semaine, un fonctionnaire de l'Union soviétique a repris la menace brandie par Brejnev concernant l'installation de missiles nucléaires dans cet hémisphère, à cinq minutes des Etats-Unis. Le commandant du Nicaragua, Daniel Ortega, lui a fait écho en confirmant que si son pays était sollicité, il analyserait l'éventualité de l'installation de ces missiles. Je veux bien croire qu'ils soient aujourd'hui en train de reconsidérer leur positions.

Avant de poursuivre, permettez-moi de dire à ceux qui ne cessent d'évoquer le Vietnam, qu'il n'existe aucun projet d'envoi de troupes de combat nord-américaines en Amérique centrale. Personne n'en a besoin, et personne ne les a d'ailleurs demandées. Tout ce que nos voisins nous demandent, c'est une aide en entraînement et en armes pour se protéger tandis qu'ils construisent une vie meilleure et plus libre.

(Efforts à poursuivre)

Nous devons continuer à encourager la paix entre les nations d'Amérique centrale. Nous devons appuyer les initiatives régionales en faveur de solutions aux problèmes régionaux. Nous ne pouvons pas miser sur le fait que les bandes marxistes-léninistes, pour lesquelles la guerre est un instrument politique, se décourageront facilement. Il est crucial que nous ne nous décourageons pas avant elles. Ce serait sacrifier la liberté de la région et porter une atteinte irréparable à notre sécurité.

Si l'Amérique centrale tombait, quelles en seraient les conséquences sur notre position en Asie, en Europe, et sur des alliances comme l'OTAN? Si les Etats-Unis ne peuvent répondre à une menace sur leurs propres frontières, pourquoi les Européens ou les Asiatiques devraient-ils croire que nous sommes sérieusement préoccupés par les menaces qui pèsent sur eux? Si les Soviétiques peuvent supposer que les Etats-Unis ne riposteront qu'à une attaque directe contre eux, quel allié, quel ami pourra alors avoir confiance en nous?

Le Congrès partage avec nous le pouvoir et la responsabilité de notre politique extérieure. Ce soir, je demande au Congrès de se rallier à une vision

audacieuse et généreuse des problèmes de la paix et de la pauvreté, de la démocratie et de la dictature dans la région. Soutenez avec moi un programme qui empêche la victoire communiste à court terme mais qui va plus loin encore en offrant aux peuples démunis de la région la réalité d'un progrès pour aujourd'hui ainsi que la promesse d'un avenir meilleur.

Posons les bases d'une position bipartite pour appuyer l'indépendance et la liberté des pays d'Amérique centrale. Le gouvernement s'adresse à vous dans cet esprit.

(Objectifs de base)

Nous poursuivons quatre objectifs fondamentaux en Amérique centrale:

Premièrement, en réponse à des décennies d'injustice et d'indifférence, nous appuierons la démocratie, la réforme et la liberté des hommes. Cela suppose que nous utilisions notre aide, notre force de persuasion et notre légitime influence pour soutenir les systèmes démocratiques humains là où ils existent déjà et pour aider les pays qui sont sur le point d'y accéder à le faire aussi vite que le permet le changement d'institutions humaines. Les élections en El Salvador ainsi qu'au Nicaragua doivent être ouvertes à tous, être justes et sûres. La communauté internationale doit apporter son aide. Nous oeuvrerons à la solution des problèmes des droits de l'homme; nous ne nous en détournerons pas.

Deuxièmement, en réponse au défi de la récession mondiale et, dans le cas d'El Salvador, à l'incessante campagne de sabotage économique menée par la guérilla, nous soutiendrons le développement économique. Dans une proportion de 2 à 1, notre aide est aujourd'hui économique et non pas militaire. Soixante-sept cents par dollar investi cette année dans la région seront consacrés à l'alimentation, à l'achat d'engrais et autres produits essentiels à la croissance et au développement économique. Notre programme économique va au-delà de l'aide traditionnelle. L'initiative pour le Bassin des Caraïbes présentée à la Chambre aujourd'hui encouragera fortement le commerce et les investissements qui aideront ces pays à atteindre une économie auto-suffisante sans devoir exporter des emplois nord-américains. Notre objectif est de centrer notre technologie puissante et croissante sur l'amélioration des soins médicaux, de l'agriculture et de l'industrie; nous devons faire en sorte que nous tous, qui habitons cette région interdépendante, soyons à même de mieux nous connaître et nous comprendre tout en préservant nos identités respectives et en respectant la diversité de nos traditions et institutions.

(Aide militaire nord-américaine)

Troisièmement, en réponse au défi militaire de Cuba et du Nicaragua, à leur emploi délibéré de la force pour répandre la tyrannie, nous défendrons la sécurité des nations menacées de la région. Nous ne considérons pas que l'aide à la sécurité soit une fin en soi; elle est un rempart pour la démocratisation, le développement économique et la diplomatie. Aucune réforme n'apportera la paix tant que la guérilla pensera qu'elle peut gagner par la force. Aucune aide économique ne sera suffisante si les unités de guérilleros peuvent détruire sans cesse et impunément les routes, les ponts, les centrales électriques et les récoltes. Par contre, un meilleur entraînement et une aide matérielle peuvent aider nos voisins à tenir à distance les guérillas et donner aux réformes démocratiques le temps de s'installer.

Quatrièmement, nous appuierons le dialogue et les négociations entre les pays de la région et à l'intérieur de chaque pays. Les termes et les conditions de participation aux élections sont négociables. Le Costa Rica est un brillant exemple de démocratie. Le Honduras est passé d'un gouvernement militaire à un gouvernement démocratique. Le Guatemala s'est engagé dans la même voie. Les Etats-Unis oeuvreront à une solution politique en Amérique centrale telle qu'elle serve les intérêts d'un processus démocratique.

(Garanties offertes)

A l'appui de ces objectifs diplomatiques, j'offre les garanties suivantes:

- Les Etats-Unis appuieront tout accord entre les pays centro-américains pour le retrait, dans des conditions pleinement vérifiables et réciproques, de tous les conseillers militaires et de sécurité ainsi que des troupes étrangères.
- Nous voulons aider les groupes de l'opposition à participer à la vie politique dans tous les pays et à rivaliser par le vote plutôt que par les balles.
- Nous appuierons tout accord vérifiable et réciproque entre pays centro-américains concernant la suspension de l'aide à l'insurrection dans les territoires voisins.
- En dernier lieu, nous souhaitons aider l'Amérique centrale à mettre fin à sa coûteuse course aux armements et nous appuierons tout accord vérifiable et réciproque sur la non importation d'armements offensifs.

(Ambassadeur itinérant)

Pour atteindre plus rapidement ces objectifs, j'annonce ce soir mon intention de nommer un ambassadeur itinérant qui sera mon envoyé spécial en Amérique centrale. Il ou elle m'informerera par l'intermédiaire du secrétaire d'Etat. L'ambassadeur aura la responsabilité de canaliser l'aide nord-américaine aux efforts des gouvernements régionaux, en vue d'apporter la paix à cette zone troublée, et de travailler en étroite collaboration avec le Congrès pour assurer la meilleure coordination bipartite de notre politique dans la région.

Je demande au Congrès d'approuver promptement la nouvelle programmation des fonds destinés aux principaux programmes économiques et de sécurité afin que les peuples d'Amérique centrale puissent affronter les agressions appuyées de l'extérieur. Je lui demande aussi de prendre des mesures rapides concernant la demande supplémentaire destinée à cette même région pour l'année fiscale en cours, et de répondre dès maintenant et favorablement à ma demande pour l'année fiscale 1984. En dernier lieu, je demande que le consensus des deux partis qui a fonctionné l'année dernière quant aux dispositions commerciales et tributaires de l'initiative pour le Bassin des Caraïbes, contribue une nouvelle fois à l'approbation de cette proposition vitale par l'hémicycle des deux chambres. Comme je l'ai dit auparavant, la plupart de ces demandes ont pour objectif l'aide économique et humanitaire, et non pas militaire.

Ce que le gouvernement demande au nom de la liberté en Amérique centrale est bien peu, minime même, si l'on tient compte de ce qui est en jeu. Le total demandé pour l'aide à toute l'Amérique centrale en 1984 est d'environ 600 millions de dollars, soit moins du dixième de ce que dépensent les Nord-américains cette année dans les machines à sous.

En résumé, je réaffirme ce soir ce qui ne peut être mis en question: la sécurité de toutes les Amériques est en jeu en Amérique centrale. Si nous ne pouvons nous défendre dans cette région, nous ne pouvons espérer triompher nulle part. Notre crédibilité s'effondrerait, nos alliances s'écrouleraient, et la sécurité de notre patrie en pâtirait. Nous avons un intérêt vital, une obligation morale et une responsabilité solennelle. Ce n'est pas un problème de parti. Il s'agit d'assumer notre responsabilité morale vis-à-vis de la postérité. C'est une obligation qui nous incombe à tous: au président, au Congrès et au peuple. Nous devons l'assumer ensemble. Qui de nous aimerait se sentir responsable d'un engagement non tenu?

(Traduit de l'américain)

Abonnement annuel : France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441